

Finance

Les petites et moyennes entreprises n'ont pas la taille suffisante pour se financer sur les marchés habituels. La solution : les plates-formes Internet.

Trouver ses actionnaires d'un clic sur la Toile

Lorsque Jean-Christophe Bories a souhaité lever 250 000 euros l'an dernier, Alternativa lui est apparu comme la solution idéale. Cette plate-forme alternative de négociation de titres non cotés lui a permis de trouver



des investisseurs de long terme, qui ont injecté les fonds nécessaires au développement de son cabinet de conseil en risk management, Riskalis Consulting. « La plupart des fonds de capital-risque classiques ne sont pas intéressés à investir d'aussi petits tickets : la plupart commencent à 1 million d'euros. De même, avec nos 3 millions d'euros de chiffre d'affaires, nous n'avions pas la taille suffisante pour être cotés sur le marché libre (10 millions au minimum). Sans même parler du coût d'une telle opération, qui atteint 200 000 euros sur Alternativa, contre 10 000 euros annuels pour Alternativa ! », explique le PDG fondateur de Riskalis.

Pour les très petites entreprises (TPE), les plates-formes comme Alternativa sont un moyen unique de lever des fonds propres, auprès des fonds d'investissement, mais aussi des particuliers. Depuis la loi Tepa de juillet 2006, autorisant

la déduction partielle de l'ISF des investissements dans les PME, plusieurs sites se sont créés, comme Investigo.fr, Koeos.fr, ou Faisonsaffaire.com, qui ne se contentent plus de mettre sociétés et investisseurs en relation, mais

qui permettent aussi d'investir directement sur Internet. Avec, en principe, pour avantage d'assurer aux titres une certaine liquidité. « Nous sommes montés progressivement au capital de Riskalis, en rachetant notamment les participations d'autres actionnaires », indique ainsi Stéphane Roy (photo), directeur de participations du fonds d'investissement Sopromec.

Alternativa est pour l'instant la seule de ces nouvelles plates-formes à avoir le statut de bourse, agréé par l'AMF. Créée en Suède en 2003, où elle a accueilli 50 entreprises, elle s'est implantée en France fin 2007 et y a déjà introduit une dizaine de sociétés. Elle est aussi la seule à sélectionner les candidates, qui doivent avoir été créées depuis au moins deux ans, réaliser un chiffre d'affaires minimal de 1 million d'euros, et présenter un modèle économique et un plan de financement viables. A. F.